

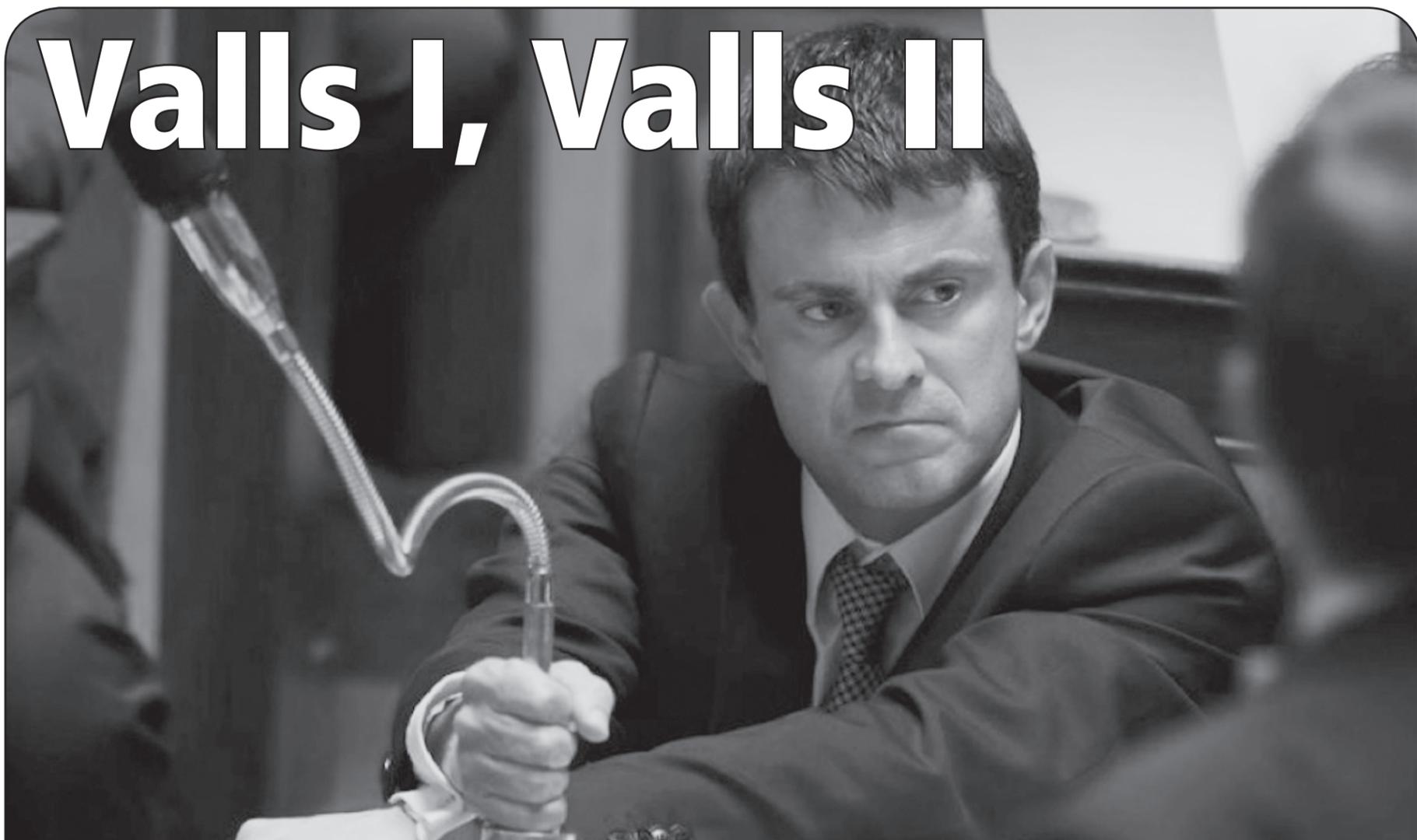
**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Lutte
Ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2404 - 29 août 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Valls I, Valls II



Assemblée nationale

**La même politique
au service
du patronat**

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Montebourg : éviter de couler avec le navire
- Mélenchon : les présidentielles en perspective
- Mort d'un sans-papier
- p. 5 ■ Syndicats : l'heure n'est pas à la mobilisation
- Travail de nuit
- Amiante : 100 000 décès annoncés

Dans le monde

- p. 6/7 ■ Ebola
- Trêve à Gaza
- Irak
- États-Unis : amendes contre les banques
- Portugal : la santé sacrifiée
- Australie et Cambodge : soustraiter les réfugiés
- p. 12 ■ États-Unis :
- Obsèques de Mickael Brown
- Août 1944, la « libération » de Paris
- p. 8 ■ Hollande à La Réunion
- Les sucreries en veulent plus
- Retraite des Chibanis
- p. 9 ■ Subventions et destruction de fruits et légumes
- Éleveurs de bovins contre supermarchés

Dans les entreprises

- p. 10 ■ Altéo Gardanne
- Plastic Omnium
- Clermont-Ferrand : Michelin et les bonnes affaires de 1914-1918
- p. 11 ■ SNCF Toulouse
- Terminal méthanier de Dunkerque
- Patrons français
- ArcelorMittal

Lutte Ouvrière à votre rencontre

En ces derniers jours d'août, les militants de Lutte Ouvrière viennent à votre rencontre pour discuter de la situation du monde du travail. Les sujets ne manquent pas. Pour les travailleurs, le changement de gouvernement n'a aucune importance car, quels que soient les ministres, c'est toujours la même politique qu'ils appliquent, celle dictée par le patronat à Hollande. Mais comment les travailleurs peuvent-ils faire entendre leur voix et constituer une force pour faire reculer gouvernement et patronat? Comment ne pas subir le chômage,

Atlantique – Pays-de-Loire

Jeudi 27 août : Cholet
Vendredi 29 août : Saint-Herblain – Rézé
Samedi 30 août : Nantes

Pyrénées

Jeudi 27 août : Tarbes
Vendredi 29 août : Pau
Samedi 30 août : Auch

les bas salaires et la précarité? Que penser également des conflits allumés aux quatre coins de la terre par les intérêts impérialistes, et dont des travailleurs comme nous sont victimes? Venez en discuter avec nous dans les villes ci-dessous.



Tarn – Languedoc

Jeudi 27 août : Narbonne
Vendredi 29 août : Perpignan
Samedi 30 août : Carcassonne

Bretagne

Jeudi 27 août : Lanester
Vendredi 29 août : Vannes
Samedi 30 août : Lorient

Lutte Ouvrière à la fête de L'Humanité

Lutte Ouvrière tiendra un stand pendant les trois jours de la fête de L'Humanité : vendredi 12, samedi 13 et dimanche 14 septembre.

Il sera situé avenue Frida-Kahlo.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Dépôt légal août 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Une même politique au service des patrons !

Le gouvernement Valls a démissionné, suite aux critiques de deux de ses ministres, et Valls a constitué un nouveau gouvernement, qui mènera la même politique que le précédent. Valls proclame qu'il ne changera pas de politique, tout comme Hollande qui dit vouloir aller « plus vite et plus loin » !

Ce n'est pas de l'aveuglement ou de l'inconscience. Hollande et Valls veulent poursuivre cette politique, car c'est celle exigée par le patronat. Ils lui obéissent et veulent même aller au-devant.

Gattaz, le dirigeant du Medef, tient son université d'été avec Valls comme invité. Il se dit satisfait du « pacte de responsabilité » de Hollande et de ses dizaines de milliards d'euros d'aides au patronat, mais il le trouve insuffisant. D'après lui aussi, « il faut aller plus loin ».

Le prétexte est toujours le même : il s'agirait de favoriser la croissance, car ce serait le seul moyen de créer des emplois. C'est sous ce prétexte que ce gouvernement, comme les précédents, verse des milliards au patronat. Pour cela, il a taillé dans les dépenses de l'État utiles à la population, revu la législation du travail, facilité les licenciements, augmenté l'âge de la retraite.

Mais voilà, les patrons empochent les aides mais n'investissent pas, ne créent pas d'emplois et même licencient. Et Gattaz a le culot de dire que c'est parce qu'on n'a pas encore assez réduit les droits des travailleurs, pas encore fait tomber tout ce qui limite un peu l'exploitation. Et de prétendre que l'existence du smic, celle de protections contre les licenciements, de « seuils sociaux » à partir desquels les patrons doivent organiser des élections de délégués du personnel et un comité d'entreprise, seraient des contraintes insupportables.

Évidemment, cette fameuse croissance n'est jamais au rendez-vous, car ce n'est pas le chômage, les bas salaires et la misère croissante qui vont relancer l'économie. Mais cela n'empêche pas la richesse des actionnaires et spéculateurs de tout acabit d'augmenter et de s'étaler de façon scandaleuse. Pas étonnant que le patronat en redemande ! Et Hollande s'apprête à le satisfaire.

Les politiciens de droite, de l'UMP au FN, le critiquent

avec d'autant plus de mauvaise foi qu'eux-mêmes ne connaissent pas d'autre politique que celle que mène Hollande, et qui d'ailleurs est dans la continuité de celle de Sarkozy.

Face à l'impopularité de Hollande, Montebourg a pris la tête des frondeurs, en dénonçant la politique qu'il a lui-même menée. De même l'ex-ministre écologiste Cécile Duflot, Mélenchon ou le Parti communiste font semblant d'être surpris et déçus. En réalité, tous se positionnent pour préparer les prochaines échéances électorales. Mais quelle est leur « politique de rechange » ?

D'après Montebourg, il faudrait forcer l'Allemagne à changer de politique, de façon à ce que l'État en France puisse se permettre plus de déficit. À ce qu'on sait, ce n'est pas Angela Merkel qui a forcé Hollande à verser des dizaines de milliards aux patrons français ! Hollande n'a fait qu'obéir au patronat, et là-dessus Montebourg s'est exécuté.

Alors, pendant que tous ces gens-là défendent les intérêts des patrons, il faut que les travailleurs défendent les leurs, et ils sont opposés. Le problème pour les travailleurs n'est pas le taux de croissance de l'économie, ni de trouver le remède miracle pour que les patrons français fassent de meilleures affaires que les patrons allemands.

Il faut imposer que les richesses produites servent d'abord à la satisfaction des besoins essentiels des couches populaires. Il faut assurer un salaire et un revenu décents aux travailleurs, aux chômeurs et aux retraités, financer les hôpitaux, les écoles, les logements, les transports, les services utiles à la vie de tous. Pour cela, les ressources existent largement, malgré la crise et avec ou sans croissance. Il faut prendre sur les profits qui aujourd'hui disparaissent dans la spéculation.

Cela, seuls les travailleurs pourront l'imposer. C'est possible, car ils ont le nombre, la force, et ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Et c'est indispensable pour mettre un coup d'arrêt à une politique qui enfonce toute la société dans une crise catastrophique.

Un banquier à la tête de l'économie : tout un symbole

La composition du nouveau gouvernement Valls marque à elle seule la continuité de la politique antiouvrière menée par Hollande depuis son élection.

Quatorze ministres appartenaient déjà au gouvernement précédent et, parmi les six nouveaux, Valls a choisi de confier le poste de ministre de l'Économie à Emmanuel Macron, un ex-banquier d'affaires dans la banque Rothschild, devenu ensuite le conseiller de Hollande

pour les affaires économiques. C'est donc lui qui déjà, aux côtés de Montebourg, mettait au point toutes les mesures en faveur du patronat et au détriment des classes populaires. De l'ombre, il passe à la lumière. Valls a remplacé l'avocat brasseur de vent par un haut fonctionnaire élevé au sein de la finance. C'est bien un message clair pour le patronat.

Le représentant du patronat, le dirigeant du Medef, Gattaz, l'a d'ailleurs pris

comme tel et en a remercié Valls en déclarant : « *Le Premier ministre a pris une décision courageuse. C'est un geste de cohérence qui contribue à la confiance.* » Il est tout autant symbolique que la première manifestation publique de Valls, après la mise en place de son nouveau gouvernement, soit de se rendre à l'université d'été du Medef.

Le patronat a décidé de ne pas « mettre la pression sur le gouvernement », se réservant de

faire état de ses revendications le 10 septembre prochain. Mais Gattaz pourrait bien être pris de vitesse, tellement Hollande et son Premier ministre sont pressés de présenter au patronat une nouvelle corbeille pleine de cadeaux. Ainsi le gouvernement envisagerait quelque 8 milliards de nouveaux cadeaux : libéralisation du travail du dimanche, flexibilité encore plus grande du marché du travail, c'est-à-dire aggravation de la précarité en facilitant les

licenciements et en annulant les quelques protections dont peuvent encore bénéficier les salariés. Si tout va mal pour les classes populaires, le soleil brille pour les possédants.

Quant aux hurlements de la droite dure, Christine Boutin en tête, contre la nomination de Najat Vallaud-Belkacem à l'Éducation nationale, ils sont sans doute bienvenus pour donner l'illusion que le gouvernement est socialiste.

Paul SOREL

• Montebourg, Hamon, Filippetti hors du gouvernement...

Éviter de couler avec le navire

Le dernier coup d'éclat d'Arnaud Montebourg a été le bon. Le voilà en dehors du gouvernement, entraînant avec lui l'ex-ministre de l'Éducation nationale Benoît Hamon, et Aurélie Filippetti, ex-ministre de la Culture. Montebourg était au gouvernement depuis l'élection de Hollande.

Même s'il a toujours eu le souci de cultiver une image d'indépendance, il s'est toujours totalement soumis aux choix gouvernementaux.

De la fermeture du site ArcelorMittal de Florange à la vente d'Alstom, en passant par celle de Bouygues Telecom, Montebourg n'a certes raté aucune occasion de se montrer. Mais cela n'a jamais eu la moindre conséquence positive pour les travailleurs des entreprises concernées. Et, au bout du compte, Montebourg n'a fait qu'avaliser

et justifier les choix patronaux. Les travailleurs de PSA d'Aulnay-sous-Bois en Seine-Saint-Denis doivent même se souvenir que, dans leur lutte contre la fermeture de leur usine, après avoir surfé sur le sentiment d'indignation dans l'opinion publique, Montebourg a rapidement été l'avocat... du plan patronal de suppressions d'emplois.

Dans ses grandes envolées, Montebourg aime dénoncer les conséquences catastrophiques des politiques

d'austérité. Passons sur le côté fantoche d'un ministre de l'Économie critiquant la politique économique dont il est lui-même responsable. Mais sur le fond, au-delà de la dénonciation, lui et ses acolytes ne proposent que de servir les mêmes potions avec une sauce à peine moins amère. Ainsi, ils ne remettent pas en cause les 50 milliards d'euros d'économies annoncés pour les trois ans à venir dans le budget de l'État, qui vont se traduire par des coupes sévères dans tous les services publics et qui iront directement ou indirectement dans les caisses du patronat. Ils proposent juste

qu'une toute petite partie soit restituée à la population sous forme de baisse d'impôts, histoire de mieux faire passer la pilule.

Mais le patronat ne lâchera même pas cette petite partie. Car la crise aiguise son âpreté au gain et, à peine le gouvernement lui a-t-il offert quelque chose, qu'il en réclame une autre. Les dirigeants politiques comme Montebourg le savent très bien. Alors, en rendant leur tablier de ministre, Montebourg et ses acolytes espèrent surtout échapper au discrédit grandissant qui frappe Hollande, Valls et tous ceux qui gouvernent

avec eux, voire les soutiennent, et ils espèrent jeter un peu de poudre aux yeux d'ici les prochaines élections.

L'économie capitaliste ne se dépêtre pas du marasme économique et le gouvernement s'enfoncé toujours plus bas dans les sondages. Stopper la paupérisation des couches populaires ne peut se faire que d'une seule manière: en faisant payer le grand patronat. Tous ceux qui défendent d'autres prétendues « solutions alternatives », comme Montebourg, ne sont que des marchands d'illusions.

Pierre ROYAN

• Mélenchon

La présidentielle en perspective

Le 22 août dernier, Jean-Luc Mélenchon annonçait qu'il quittait la coprésidence du Parti de gauche, qu'il occupait depuis la fondation de ce parti en 2008. Il ne s'agit pas de prendre sa retraite, a-t-il expliqué, tout au plus de prendre du recul: « Nous changeons notre dispositif pour l'adapter à une nouvelle stratégie. »

En fait de nouvelle stratégie, il s'est borné à annoncer que le parti allait « se battre pour la Sixième République...

Notre candidat pour 2017 c'est la Sixième République... Pour cela, il ne faut pas que je sois président d'un parti... Il faut dépasser les frontières du Front de gauche et les divergences partisanses. »

En jouant ainsi au futur candidat, sinon au-dessus des partis, du moins au-dessus du sien, dans la perspective des élections présidentielles de 2017 – car c'est bien de cela qu'il s'agit –, il espère peut-être rassembler sur son nom – et désormais, c'est

clair, sur son seul nom – plus largement la « gauche de la gauche », voire les déçus du gouvernement socialiste.

Manque de chance pour lui, avec l'arrivée sur ce terrain de Duflot puis, plus récemment, de Montebourg, tous deux sortis du gouvernement avec le même objectif, le même calcul et la même absence de perspectives pour la population laborieuse, la concurrence va être rude.

J.J.L.

• Duflot pleure sur elle-même

Pauvre petite pomme verte

« Dépitée » elle est, la pauvre Cécile Duflot, qui s'épanche dans son livre et sur les ondes. En présentant sa loi sur le logement, elle pensait « être félicitée pour avoir tenu un engagement de campagne ». « Je n'avais pas pris, écrit-elle, la mesure des lobbies. » Hélas, elle est tombée sur un président qui a peur des vagues, un « mystère », cet homme, au point qu'elle se demande: « Croit-il vraiment en cette politique? En ce cas, pourquoi en avoir

promis une autre lors de sa campagne? » C'est vrai, c'est tellement rare chez les professionnels de la politique...

Cette ingénue s'est perdue dans un monde politique où règnent, y compris à gauche, « l'aveuglement et l'hypocrisie », et dans un monde capitaliste où règne le pouvoir de l'argent. Heureusement, elle s'est sortie de ce guépier.

À temps pour aller affronter la prochaine course au pouvoir en 2017.

S.M.

• Mort d'un sans-papiers

La barbarie des expulsions

Le 21 août, Abdelhak Goradia, un sans-papiers âgé de 51 ans, est mort lors de son expulsion, pendant son transfert du centre de rétention de Vincennes à l'aéroport de Roissy. Aussitôt, la police a prétendu que cet homme, pour lequel aucun problème de santé n'avait été signalé, était mort d'une crise cardiaque, de cause tout à fait naturelle.

Mais, comme le 16 août dernier, Abdelhak Goradia avait déjà contraint les policiers à renoncer, parce que le commandant de bord avait refusé d'embarquer cet homme qui se débattait, cette fois-ci les policiers

n'y sont pas allés par quatre chemins, ils l'ont menotté, lui ont mis un casque et l'ont empêché de se débattre par tous les moyens.

En fait de mort naturelle, l'autopsie a révélé qu'il était mort asphyxié par une régurgitation gastrique et il semble avoir reçu des coups, puisque sa famille, ayant vu le corps à la morgue, a constaté des hématomes sur son visage. Elle s'est aussitôt portée partie civile. Et la police des polices va enquêter pour savoir ce qui s'est passé.

Cet homme d'origine algérienne refusait son expulsion: il faisait valoir

qu'il avait un enfant de 6 ans en France, qu'il voulait élever. Ayant effectué une peine de six ans de prison pour fraude à la carte bancaire, il en était sorti pour être placé immédiatement en centre de rétention. C'est la double peine,

Il y a eu des précédents, en 2002, lorsque Sarkozy était ministre de l'Intérieur. À quelques semaines d'intervalle, deux sans-papiers avaient trouvé la mort suite à leur expulsion. L'un était âgé de 52 ans, l'autre de 24, tous deux étaient en bonne santé. Le plus jeune

que la gauche avait pourtant combattue lorsque le gouvernement de droite l'appliquait! Mais ce gouvernement n'en est pas à un reniement près.

Dans le centre de rétention de Vincennes, des détenus qui côtoyaient le

avait été maintenu, pendant vingt minutes, la tête plaquée contre les genoux pour l'empêcher de crier et de protester. Il était lui aussi mort asphyxié!

À la suite de ces deux morts, des mouvements de protestation avaient eu lieu et des commandants

sans-papiers ont entamé une grève de la faim. Ils protestent contre leurs conditions de détention, les provocations policières, et réclament que les policiers coupables soient punis. Leurs revendications sont légitimes.

Aline URBAIN

de bord avaient refusé d'embarquer des sans-papiers. La police avait reçu un manuel de bonne conduite pour opérer à ces expulsions.

Mais, le temps aidant, tout est oublié. La police doit faire du chiffre.

A.U.

• Dirigeants syndicaux

L'heure n'est pas à la mobilisation

Lepaon pour la CGT, Berger pour la CFDT, Mailly pour FO : chacun de leur côté, les dirigeants des trois principales confédérations syndicales ont eu l'occasion de s'exprimer sur la rentrée sociale, marquée par l'aggravation continue du chômage et de la précarité, par le blocage des salaires et des pensions, par l'agression conjointe du patronat et du gouvernement contre les services publics, les droits et les moyens d'existence du monde du travail. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils brillent tous par leur retenue et leur modération, tant dans les objectifs avancés que dans les moyens de les faire aboutir.

Même s'il n'y a aucune attaque frontale contre le patronat, chacun critique peu ou prou certaines mesures avancées par le gouvernement, en particulier la modification des seuils d'effectifs pour avoir droit à des délégués ou à un CE. Le dirigeant de la CGT, tel qu'il s'est exprimé dans *L'Humanité* du 21 août, critique toute une partie de la politique économique du gouvernement. Ce qui n'est pas le cas de la CFDT qui, par la voix de Berger (*Le Parisien* du 26 août), déclare : « Nous sommes d'accord avec les aides aux entreprises prévues dans

le pacte de responsabilité » (40 milliards!).

Mais Lepaon, lui, pose des conditions préalables à l'action : « La division a assez duré, il va falloir peser ensemble » et, pour cela, « je fais confiance aux militants de la CFDT et des autres organisations syndicales. » Mais, comme la CFDT fait confiance au gouvernement et appuie le pacte de responsabilité, dont le patron du Medef se félicite, on peut tout de suite en conclure que le terrain de « l'action commune » risque d'être des plus limité.

D'ailleurs, pour qu'aucun militant de la CGT ne

s'illusionne sur les perspectives de ses dirigeants, Lepaon tient à mettre les points sur les « i » : « Répondre par une journée d'action à chaque nouvelle annonce du gouvernement n'est pas une solution. Il ne faut pas céder à la facilité. »

Et que propose de mieux Lepaon ? « Retravailler les solutions alternatives... discuter du contenu revendicatif », ce qui, outre se placer dans la position ridicule du donneur de leçons au gouvernement et au patronat, n'est qu'une échappatoire, de plus biaisée, puisque le dirigeant de la CGT a déjà fixé des objectifs revendicatifs très précis, par exemple sur les salaires. Ainsi Lepaon propose... de rediscuter, dans le cadre des négociations annuelles obligatoires, « des grilles des salaires dans les conventions collectives, notamment celles qui démarrent en dessous du smic ». Les militants syndicaux ne connaissent que trop bien cette messe annuelle qui ne mène à rien. Être plus modéré que Lepaon est difficile.

Voilà où en est le dirigeant du syndicat le plus combatif ! C'est cette passivité volontaire qui entretient la démoralisation ambiante tant chez les travailleurs que chez les militants syndicaux.

Pourtant, si l'on voulait fixer des objectifs de lutte, ce serait simple. Pour combattre le fléau du chômage : l'interdiction des licenciements en prenant sur les profits. De même que pour les salaires, en mettant en avant l'augmentation massive des salaires et des pensions, garantis par l'échelle mobile. Le tout appuyé sur l'exigence du contrôle des travailleurs et de la population sur les comptes ouverts ou cachés des grandes entreprises et des banques. Seulement il faut choisir : ou rêver d'être considéré comme un partenaire raisonnable par le patronat et les gouvernants, ou préparer la lutte radicale qui permettra de mettre en échec l'offensive du monde des possédants contre le monde du travail.

Paul SOREL

• Travail de nuit De plus en plus de salariés concernés

Un rapport de la Dares (Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques) a révélé qu'en 2012 plus d'un salarié sur sept travaillait la nuit habituellement ou occasionnellement, soit 3,5 millions de personnes, un million de plus qu'en 1991.

Les femmes sont de plus en plus touchées par ces horaires décalés : en 2012, elles représentaient 30% des travailleurs de nuit, contre 20% en 1991. En cause, une loi de 2001 qui, sous prétexte de rétablir l'égalité, a autorisé le travail de nuit des femmes dans l'industrie.

Cela montre la dégradation des conditions de travail, et l'aberration que représente le fonctionnement de l'économie capitaliste. Car, s'il est nécessaire que certaines professions soient mobilisées en permanence, comme dans le domaine de la santé ou les pompiers par exemple, cela ne se justifie pas dans l'industrie. Fabriquer des voitures la nuit, faire tourner les usines 24 heures sur 24, ne sert qu'à faire des économies sur les coûts de production et à remplir les portefeuilles des actionnaires.

Tout cela se fait au prix de la santé des salariés. Les rapports indiquent en effet que le travail en horaires décalés a de graves conséquences sur le long terme : une tension accrue, des risques cardio-vasculaires plus importants, des dépressions, des troubles digestifs, et probablement un risque de cancer plus élevé, en particulier pour le cancer du sein. 43% des travailleurs de nuit pensent ainsi qu'ils ne tiendront pas jusqu'à leur retraite. Et tout cela pour gagner en moyenne 8% de plus qu'un salarié de jour !

Bien sûr, les patrons prétendent que, pour les travailleurs, le travail de nuit est un choix délibéré. Mais quel choix y a-t-il réellement quand les salaires de jour sont trop faibles pour s'en sortir ? Quel choix y a-t-il réellement entre laisser de côté sa vie de famille et sa santé, et ne pas arriver à joindre les deux bouts ? L'augmentation du travail de nuit montre encore, s'il en était besoin, l'ampleur des attaques contre le monde du travail, et la nécessité vitale d'y mettre un coup d'arrêt.

Camille PAGLIERI

• Amiante

100 000 décès annoncés

Le haut conseil de la Santé publique, dans son dernier rapport, estime que le nombre de morts dues à l'amiante pourrait atteindre 100 000 d'ici 2050.

Il reprend et confirme les chiffres déjà donnés par l'Institut de veille sanitaire (INVS) : les décès provoqués par l'amiante, largement utilisé dans l'industrie et la construction jusqu'à son interdiction en 1997, ne sont pas près de baisser. Les estimations se situent entre 50 000 et 75 000 morts par cancers du poumon, et entre 18 000 et 25 000 par cancers de la plèvre (mésothéliome). Selon les travaux menés par cet institut, il y aurait déjà eu entre 61 000 et 118 000 décès, simplement entre 1995 et 2009.

Mais l'amiante existe toujours, dans nombre de bâtiments industriels, et même d'habitations. La presse par exemple a parlé de la tour Montparnasse, dont l'air est saturé d'amiante. Plusieurs organismes ont préconisé un nouveau seuil de déclenchement des mesures de protection contre l'amiante, actuellement fixé à 5 fibres par litre d'air. Beaucoup d'experts

préconisent d'abaisser ce seuil, l'estimant trop élevé. Par exemple l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) recommande de le fixer à 0,5 fibre par litre, partant du principe évident que, moins il y a d'amiante, mieux c'est pour la santé humaine.

Malheureusement, le haut conseil préconise... de ne rien faire car, dit-il, « un

abaissement prématuré pourrait même être contre-productif, car conduisant à une augmentation sensible des analyses, des travaux et des déchets à gérer ».

C'est vrai, les désamiantages coûtent très cher, ce sont des opérations lourdes à gérer, et parfois faites à moindre coût, au risque de mettre en péril la santé des ouvriers qui les mettent en œuvre. Mais la faute à qui ? Pourquoi les principaux responsables,

industriels et professionnels du bâtiment, qui ont utilisé à très grande échelle l'amiante en en connaissant les dangers mortels, n'ont-ils jamais été mis à contribution pour tenter de réparer les conséquences mortelles de leurs pratiques ?

Pourquoi, en France, aucun procès pénal contre les patrons et les autorités complices responsables de ce crime de masse n'a-t-il pu avoir lieu ?

Bertrand GORDES



• États-Unis – Crise des subprimes

Amendes contre les banques : hypocrisie record

Les amendes payées par les plus grandes banques américaines pour échapper aux poursuites de l'État américain pour leur rôle dans la crise des subprimes ne cessent de battre des records. Après JPMorgan qui avait déboursé 13 milliards de dollars en 2013 et Citigroup qui acceptait de payer 7 milliards de dollars en juillet dernier, c'est maintenant au tour de Bank of America, avec 17 milliards de dollars.

Les sommes en jeu paraissent – et sont – énormes. Ces sanctions spectaculaires permettent aux autorités américaines de se donner l'image de lutter contre les «abus» des banques et d'agir fermement pour l'assainissement du capitalisme. Elles permettent aussi aux banques concernées de rétablir leur image quelque peu écornée. Mais il s'avère que les sanctions ne sont pas si lourdes qu'il peut sembler au premier abord.

En effet, malgré les 50 milliards de dollars qu'ont dû

déboursier les quatre principales banques américaines en 2013, elles ont finalement dégagé 65 milliards de dollars de profits. Les pénalités infligées n'ont donc amputé leurs profits que de moins de la moitié.

Ces pénalités sont négligeables devant les sommes que l'État américain a mises sur la table pour renflouer le secteur bancaire suite à la crise de 2008. Et il va maintenant aider les grandes banques à payer leurs pénalités! En effet une partie des montants qu'elles vont déboursier

seront déductibles de leurs revenus imposables!

Sur les 17 milliards que doit Bank of America, 9,65 milliards seront versés aux autorités et le reste, 7 milliards, devrait prétendument servir à alléger les mensualités des ménages surendettés qui continuent néanmoins à se faire saigner par les banques. C'est en fait une aide indirecte aux banques, pour que leurs débiteurs puissent continuer à payer.

Si les politiciens et officiels américains essaient de faire

illusion avec ces «sanctions», la Bourse ne se trompe pas sur leur sens: le jour où l'arrangement entre l'État et Bank of America a été conclu, l'action de l'entreprise a bondi de plus de 4%. Quant à ceux dont la vie a été brisée par des crédits dont ils ont été incapables de rembourser les traites du jour au lendemain, aux millions de propriétaires qui ont perdu leur maison hypothéquée, ils ne sont pas près d'être indemnisés.

Nicolas CARL

• Portugal

La santé des classes populaires sacrifiée

Au Portugal, le système de santé public a connu une brusque dégradation au cours des dernières années. Les tarifs ont augmenté brutalement, jusqu'au doublement pour certains.

Les délais d'attente pour un rendez-vous avec un spécialiste ou une opération sont devenus insupportables et dangereux, souvent sept mois ou plus. Les hôpitaux publics manquent de médicaments et de matériel de base: gel désinfectant pour les mains, draps, vêtements pour les patients... En conséquence, l'accès aux soins est de plus en plus difficile pour les classes populaires paupérisées par la crise, qui ne peuvent pas payer les 60 ou 80 euros que coûte par exemple une consultation chez un spécialiste dans le privé.

Cette détérioration est la conséquence directe des coupes drastiques effectuées par les autorités dans le budget de la santé publique, qui a diminué de 14% entre 2010 et 2014, d'un milliard et demi d'euros

ces deux dernières années. Ces mesures faisaient partie de celles exigées par la «troïka» (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Union européenne) dans le cadre de l'austérité qu'elles ont imposée en 2011 au Portugal en échange d'un prêt accordé au pays, alors dans l'impossibilité de se financer sur les marchés.

Le Service national de santé (SNS), mis en place après la révolution des Œillets en 1974, avait pourtant permis au Portugal de rejoindre les pays où les conditions de santé sont les meilleures. Le Portugal a par exemple été en pointe en termes de réduction de la mortalité infantile ou de progression de l'espérance de vie.

Au moment de la mise en place du SNS, le droit à la santé gratuite pour tous avait été inscrit dans la Constitution portugaise. Mais cela ne garantit manifestement rien pour les classes populaires, auxquelles les dirigeants au service de la bourgeoisie font payer la crise.

Au Portugal, des personnels



Sur les pancartes: «Algarve en lutte, pour la démission du gouvernement, pour le droit à la santé» (22 août 2014).

hospitaliers dénoncent cette évolution et la détérioration de leurs conditions de travail qui l'accompagne. En mai-juin déjà, des grèves et des manifestations d'infirmiers et de médecins ont eu lieu pour la défense du SNS. Le mouvement a repris dernièrement, avec une grève

de tous les personnels de santé en Algarve, le 22 août. Elle a été suivie à près de 100% dans les hôpitaux de Lagos, Portimao et Faro. À l'hôpital de Santarem, au nord de Lisbonne, il y a eu quatre jours de grève. Le 25 août c'est celui de Barreiro, au sud de la capitale, qui a été touché,

et le 26 le centre hospitalier de Lisbonne Centre.

Comme dans tous les pays, les travailleurs devront modifier en leur faveur le rapport de force avec la bourgeoisie, pour mettre un coup d'arrêt aux attaques criminelles contre leurs droits.

N. C.

• Australie et Cambodge

Sous-traiter les réfugiés ?

Le gouvernement australien est en négociations avec celui du Cambodge: pour 40 millions de dollars, ce dernier accepterait d'accueillir un millier de réfugiés indésirables.

L'Australie est un continent relativement peu peuplé et riche. Il s'est entièrement constitué par immigration –car les Aborigènes y ont toujours été marginalisés, quand ils n'étaient pas exterminés. Et il continue à accueillir beaucoup d'immigrés: 3,5 millions ont été intégrés depuis 1945.

Mais aujourd'hui une partie

des immigrés qu'il attire sont considérés comme indésirables: les réfugiés de la misère et des guerres, Pakistanaï, Bangladaï, Népalais, Iraniens, Iraquiens et Kurdes. Ils arrivent par bateau, des côtes d'Indonésie, de Timor oriental, de Papouasie-Nouvelle-Guinée. En 2013, ces demandeurs d'asile étaient environ 20 000. Les gouvernements, travaillistes comme conservateurs, cherchent à se débarrasser d'eux par tous les moyens. Ils sont refoulés vers les côtes d'Indonésie ou de Pa-

pouasie, ou arrêtés et envoyés dans des centres de rétention. Certains ont été spécialement créés dans des pays pauvres de la région, comme la Papouasie ou l'atoll de Nauru, en plein Pacifique, à plus de 2000 km au nord-est de l'Australie, où des révoltes et des évasions de réfugiés se sont déroulées en juillet dernier.

Le Cambodge, lui, est trop pauvre et trop densément peuplé pour attirer les immigrés: ils ne seraient que 68 dans le pays, dont 12 demandeurs d'asile. Le gouvernement australien veut lui «vendre» ses réfugiés, après

avoir tenté en vain en 2011 de les vendre à la Malaisie. Et il est bien difficile au Cambodge de dire non, car l'Australie est un gros contributeur aux fonds régionaux d'aide. Elle a ainsi prévu de lui verser une aide de 700 millions de dollars pour 2014-2015.

Les organisations humanitaires s'indignent, affirmant que les 40 millions de dollars ont peu de chances de servir à l'installation des réfugiés et que ceux-ci ne survivront pas, dans un des pays les plus pauvres du monde.

La conduite des autorités australiennes vis-à-vis des réfugiés est effectivement révoltante. Elle est calquée sur celle des gouvernants européens, français, italiens ou espagnols, qui refoulent les immigrants, les laissent à la merci des passeurs, leur font risquer leur vie sur mer et dans les containers, et qui tentent de sous-traiter aux pays d'Afrique du Nord le sale boulot de maintenir à distance la misère dont leur système est responsable.

Vincent GELAS

• Trêve à Gaza

L'État israélien arrête ses bombardements, les Palestiniens comptent leurs morts

Après 50 jours de bombardements, un cessez-le-feu dit «permanent» a été conclu, assorti d'une levée partielle du blocus de Gaza, permettant l'acheminement de l'aide humanitaire et de matériaux de construction pour commencer à reconstruire les quartiers en ruine. Des négociations doivent s'ouvrir dans un mois en Égypte.

Cette trêve sera-t-elle respectée? En tout cas elle a été accueillie avec soulagement par la population palestinienne, très durement frappée par ces cinquante jours de guerre. Le bilan en est déjà dramatique, avec plus de 2 100 morts. Plus de 460 000 Palestiniens ont quitté leurs lieux d'habitation. La disproportion des forces entre les deux camps est manifeste et l'État d'Israël s'est

livré à un terrorisme à grande échelle.

Même l'ONU, dont la complaisance vis-à-vis d'Israël est pourtant flagrante, s'est sentie obligée de nommer trois enquêteurs pour déterminer s'il y a eu des crimes de guerre perpétrés par l'armée israélienne. Le 1^{er} août dernier par exemple, pensant qu'un de ses soldats avait été enlevé (en fait il avait été tué), elle avait déclenché le «protocole Hannibal», par lequel elle s'autorise à déclencher une puissance de feu massive dans les minutes et les heures suivant une capture présumée, pour empêcher la prise d'otages. Rafah, une des zones les plus densément peuplées du monde, a alors été écrasé sous les bombes et plus de 1 000 obus d'artillerie, puis les tanks ont pénétré dans la ville, tirant sur tout ce qui bougeait, et des bulldozers ont



rasé des dizaines de maisons trouvaient à l'intérieur. Plus de 150 Palestiniens ont été tués et plusieurs centaines blessés ou enterrés sous les décombres.

En réponse à Elie Wiesel, ancien prix Nobel de la paix qui aujourd'hui «justifie l'injustifiable» en affirmant qu'Israël lutte pour la civilisation contre la barbarie et compare le Hamas aux nazis, 327 Juifs

alors que leurs habitants se américains, parmi lesquels des survivants de l'holocauste durant la Deuxième Guerre mondiale, ont écrit dans une tribune: «Rien ne peut justifier le bombardement des abris de l'ONU, des maisons, des hôpitaux et des universités! Rien ne peut justifier de priver les gens d'électricité et d'eau.»

Pierre MERLET

• Irak

Les conséquences dramatiques de décennies d'intervention impérialiste

Depuis le 8 août, date du début de leur nouvelle intervention aérienne en Irak, les États-Unis disent avoir mené plus de 90 bombardements contre les intégristes sunnites de l'État islamique (EI) et menacent d'étendre leur intervention à la Syrie voisine, où ce groupe est actif aussi.

Mais l'offensive lancée depuis janvier dans l'ouest de l'Irak par ces milices intégristes, qui s'était accélérée début juin avec la prise de Mossoul, seconde ville du pays avec ses deux millions d'habitants, continue. Après être parvenu à seulement vingt kilomètres d'Erbil, la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien au nord, l'État islamique a lancé samedi 23 août un assaut pour s'emparer de la raffinerie situé à Baiji, à 200 km au nord de Bagdad, son objectif étant d'atteindre la capitale. L'État islamique est en passe de réussir à former un territoire sunnite contrôlé par ses milices, de part et d'autre de la frontière irako-syrienne.

Face à ces milices sunnites, les forces armées irakiennes n'ont quasiment pas résisté, montrant ainsi combien l'appareil d'État central irakien, hérité de l'occupation impérialiste de l'Irak depuis 2003, est fragile. Seuls les combattants kurdes, les peshmergas, ont réussi à repousser l'offensive de l'EI à plusieurs reprises. Le pouvoir autonome du Kurdistan irakien de Barzani compte bien d'ailleurs profiter de cette situation pour imposer son indépendance et renforcer sa position vis-à-vis des États-Unis.

Kurdes au nord, milices chiïtes au sud et à Bagdad, l'Irak est menacé d'éclatement complet en une série de gouvernorats établis sur des bases communautaires, ethniques ou confessionnelles. Et cette guerre, dans laquelle le pays s'enfoncé depuis des mois, menace de déstabiliser toute la région et, après la Syrie, pourrait s'étendre à bien d'autres pays, Liban, Iran, Jordanie, Turquie.

Les arguments utilisés par le gouvernement américain pour justifier l'intervention, qui pour l'instant se «limite» à des frappes aériennes, ne changent guère: lutter contre le terrorisme et sauver les populations menacées, en particulier les chrétiens chassés de Mossoul par

centaines et les Yazidis, autre communauté de la mosaïque ethnique et confessionnelle dont l'Irak est constitué. Selon les responsables américains, ces bombardements seraient bien évidemment ciblés, n'atteignant que les seuls combattants intégristes de l'EI, et pas les civils irakiens: un mensonge qui ne trompe plus personne. Et c'est toujours avec le même aplomb que le Pentagone annonce régulièrement depuis début août l'élimination des terroristes par ces frappes aériennes.

Les agissements des milices de l'État islamique sont particulièrement barbares. Mais l'intervention américaine n'apportera aucune aide à la population, bien au contraire. Les populations subissent aujourd'hui des bombardements, qui s'ajoutent aux massacres opérés par les milices de l'EI et à la misère, en particulier pour les centaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants contraints de trouver un refuge très précaire dans les camps situés en Irak ou dans les pays limitrophes, Syrie et autres.

Cette situation catastrophique est précisément le produit des nombreuses tenta-

tives de l'impérialisme, celles des États-Unis mais aussi des impérialismes de seconde zone comme la France, pour imposer leur domination dans cette partie du monde, en particulier pour s'assurer le contrôle de ses ressources pétrolières. Des milices comme celles de l'EI, qui prétendent représenter la minorité sunnite, tout comme celles, plus ou moins puissantes, qui prétendent représenter la population chiïte, n'auraient jamais vu le jour si l'impérialisme ne leur avait pas ouvert la voie en attisant, directement ou indirectement, les divisions au sein de la population irakienne, et en utilisant ces divisions pour imposer sa domination.

Aujourd'hui, les forces déchainées par ces décennies d'interventions des pays impérialistes deviennent de plus en plus incontrôlables. Et l'amplification et l'extension du chaos à toute une région pourraient finir par menacer les profits des multinationales, américaines en particulier. C'est de cela, et seulement de cela, que les dirigeants impérialistes s'inquiètent.

Aline RETESSE

• Ebola
L'urgence c'est maintenant

L'épidémie due au virus Ebola s'étend en Afrique de l'Ouest. Elle ne touche plus seulement les villages de la brousse mais se répand dans les villes, et notamment dans Monrovia, la capitale du Libéria. La quasi-absence d'infrastructures sanitaires et l'incurie des États des pays concernés amplifient les zones d'extension de la maladie et le nombre de victimes.

L'OMS dénombre pour l'instant quatre pays touchés et près de 1 500 victimes, mais ses responsables affirment eux-mêmes que ces chiffres sont sous-estimés, et des cas suspects sont apparus dans de nombreux autres pays, y compris hors de l'Afrique de l'Ouest. Un responsable de l'ONU parle de «guerre» contre le virus qui devrait durer six mois. Pour l'instant, les moyens mis en œuvre par ces organismes internationaux apparaissent dérisoires face à l'ampleur de la catastrophe.

On a pu voir cette semaine deux Américains guéris de la maladie. Ils ont été rapatriés aux États-Unis, hospitalisés en isolement et ont bénéficié des soins les plus modernes, y compris de traitements expérimentaux. Ils n'ont pas transmis le virus à leurs soignants ou à leur entourage. Ce qui prouve qu'il est parfaitement possible de contrôler sa diffusion. À l'inverse, à Monrovia, l'armée et la police ont bouclé violemment un bidonville de 75 000 personnes dans lequel il ne reste plus semblant d'aucun soignant. Certains pays africains tentent de fermer leurs frontières et plusieurs compagnies aériennes suppriment leurs vols. Ces mesures n'ont aucune chance d'enrayer la progression du virus. En compliquant l'accès aux soins et aux informations, elles risquent même de favoriser sa progression.

Il n'est pourtant pas impossible de lutter contre ce virus en Afrique. Il serait nécessaire avant tout d'isoler les malades et les morts, d'équiper les soignants en matériel de protection et d'utiliser du matériel de soins à usage unique. Cela ne représenterait pas une dépense démesurée, en tout cas bien inférieure aux sommes utilisées dans les guerres que les pays riches mènent un peu partout dans le monde.

Jean Pollus

• Hollande à La Réunion

Avec sa hotte sur le dos pour le patronat

Avant sa venue à La Réunion le 21 août, Hollande avait fait savoir qu'« il n'était pas nécessaire d'inventer des politiques différentes pour La Réunion, mais qu'il fallait néanmoins faire plus et davantage, compte tenu de la spécificité de l'île ». Ajoutant qu'« il n'est pas question de mendicité ou de distribuer des aides, les Réunionnais sont légitimement en quête de droits ».

Un des droits auxquels les 150 000 chômeurs de La Réunion aimeraient bien enfin accéder est le droit à l'emploi. Alors que les entreprises privées n'embauchent plus, mais au contraire dégraissent leurs effectifs, 5 000 emplois d'avenir ont été mis à la disposition du département voilà un an par l'État, qui les finançait à hauteur de 75 % dans le secteur public et 35 % dans le secteur privé.

À ce jour, seuls 3 000 ont été créés. Hollande a donc décidé de porter la participation de l'État à 90 % pour les collectivités et les associations. Mais aura-t-il plus de succès, sachant que certaines

mairies consacrent déjà près des trois quarts de leur budget de fonctionnement à leur masse salariale? Sachant aussi que le gouvernement continue à ne remplacer qu'un départ à la retraite sur deux des fonctionnaires, limitant ainsi les offres d'embauche dans la fonction publique. Enfin il a décidé l'an passé de réduire de 10 % sa dotation financière aux communes.

Hollande se vante donc de mettre potentiellement sur la table 90 millions d'euros pour répondre aux attentes de 150 000 chômeurs, soit 600 euros par an et par chômeur, pour une période maximum de trois ans!

Pingre avec les chômeurs, Hollande ne l'est pas avec le patronat. Bien que celui-ci bénéficie depuis des décennies des largesses de l'État français, Hollande a réservé une fois encore le meilleur accueil à ses appels à l'aide.

Les patrons de La Réunion sont ainsi assurés de continuer à bénéficier de l'actuel système de défiscalisation pendant encore trois ans.

Autre annonce du chef de l'État: le CICE (crédit d'impôt compétitivité) qui représente 6 % de la masse salariale en dessous de 2,55 smic en métropole, sera encore plus avantageux pour La Réunion, car il passera à 9 %, et même plus pour certains secteurs prioritaires comme le tourisme, l'agro-alimentaire (ce sont les patrons de Royal Bourbon, des abattoirs de volailles ou de la production d'œufs qui doivent se frotter les mains).

On chiffre cette aide supplémentaire à 160 millions d'euros... pour quelques poignées de patrons.

Le crédit d'impôt recherche est quant à lui porté de 30 à 50 % des dépenses de recherche, et le gouvernement annonce qu'il prendra d'autres mesures pour aider les entreprises redevables vis-à-vis des caisses d'assurance sociale. Des millions d'euros sont en jeu, que les patrons n'ont pas versés depuis des années à la Sécurité sociale et aux caisses de retraite.

Quand le patronat tend la main, ce n'est pas de la mendicité, et Hollande et son gouvernement piochent sans compter dans les fonds publics. Quand il s'agit du sort et de l'avenir des chômeurs et des travailleurs, il lâche à peine quelques sous.

Émile GRONDIN

Quand les sucriers en veulent (et en ont !) toujours plus

À l'horizon 2017, les quotas de sucre devraient être supprimés, ainsi que les prix garantis auxquels le sucre des DOM est acheté. À La Réunion, l'industrie sucrière est aujourd'hui totalement contrôlée par une seule entreprise, la multinationale française Tereos.

Lors d'une rencontre avec les députés des DOM, Philippe Labro, le patron des deux usines réunionnaises, celles du Gol et de Bois-Rouge, leur avait fait part de l'inquiétude de son groupe quant à la pérennisation de la filière canne. Le prix du sucre produit à la Réunion, avait-il dit, est nettement supérieur à celui produit dans des pays comme le Brésil (où Tereos est fortement implanté) et même à celui des betteraviers européens.

Ce handicap est aujourd'hui compensé par les subventions que versent l'Europe et l'État français aux producteurs et aux transformateurs, à savoir les planteurs et les industriels. La fin des quotas et des prix garantis pourrait donc remettre en question l'intérêt de produire de la canne à sucre dans l'île. « Il va de soi que nous ne prendrons pas l'engagement de leur (les planteurs) acheter des cannes si nous ne sommes pas certains de vendre le sucre », avait tenu à dire le représentant de Tereos. Ce dernier ne brandissait pas la menace de la fermeture des

deux usines réunionnaises, mais il en faisait porter par avance la responsabilité à l'État si celui-ci ne compensait pas le manque à gagner, en offrant à la filière une subvention supplémentaire de 38 millions d'euros. Lors de son passage du 21 août à La Réunion, Hollande a annoncé qu'il exauçait tous leurs vœux!

Ce chantage est d'autant plus scandaleux que Tereos,

premier groupe sucrier de France et cinquième à l'échelle mondiale, se porte à merveille. En 2013 son chiffre d'affaires s'est monté à 4,7 milliards et son bénéfice à près de 700 millions. L'avenir du groupe est tout aussi radieux. Tereos se prépare à passer le cap de la suppression des quotas sucriers sans trop s'inquiéter. Alexis Duval, le président du directoire, a même été jusqu'à dire: « Nous devrions être l'un des principaux bénéficiaires de la réforme. » La réforme des quotas va en effet permettre au groupe d'accroître ses volumes

de production de betterave sucrière de 20 % et de pousser les usines à leur maximum de production.

L'avenir, la direction et les actionnaires de Tereos l'envoient avec optimisme, sans que l'on puisse en dire autant pour les travailleurs des usines, les petits planteurs et les ouvriers agricoles, qui dès à présent craignent pour leur avenir.

Les capitalistes vont se sucrer toujours plus. À eux de garantir les emplois et les revenus!

É.G.



Usine de sucre de canne.

• Retraite des Chibanis

Une loi toujours pas appliquée

En janvier 2014, relancée par des associations, Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales, a fait voter une loi permettant aux travailleurs retraités étrangers de plus de 65 ans de percevoir dans leur pays d'origine leurs prestations sociales complétant leurs maigres retraites, sous la forme d'une allocation de réinsertion équivalant aux allocations qu'ils touchent en France: allocation de solidarité pour les personnes âgées, aide au logement et maintien de l'assurance-maladie. Cela concerne particulièrement les travailleurs retraités maghrébins, les Chibanis (ce qui signifie « anciens » en arabe), recrutés il y a quarante ans par le patronat pour venir travailler dans le bâtiment ou l'industrie automobile.

Jusqu'à maintenant, ils sont obligés d'avoir un logement avec leur adresse principale en France (souvent la chambre de 8 mètres carrés du foyer qui les a logés à leur arrivée) et d'y résider au moins six mois par an pour bénéficier de leurs droits sociaux, acquis après des dizaines d'années de travail en France.

Après l'adoption de cette loi, Marisol Touraine s'est félicitée: « Il s'agit d'une avancée essentielle pour les immigrants âgés de plus de 65 ans, dont plus de 35 000 vivent actuellement dans des foyers, certains y étant contraints en raison de portabilité des droits sociaux, et malgré des conditions de résidence souvent inadéquates aux personnes vieillissantes. » Et, dans ce communiqué, elle rappelait que « ce dispositif avait été adopté à l'unanimité par le Parlement en 2007, mais les décrets d'application n'ont jamais été pris ». C'est vrai: depuis sept ans, cette loi Borloo adoptée sous Sarkozy n'a jamais été appliquée. Mais la nouvelle loi Touraine, votée depuis huit mois, n'a toujours pas, elle non plus, ses décrets d'application publiés. Donc la loi n'est toujours pas appliquée. Et les Chibanis qui le souhaitent ne peuvent toujours pas retourner vivre leur retraite dans leur pays. Car s'ils s'absentent trop de France, ils peuvent voir leurs prestations sociales suspendues ou supprimées.

Louis BASTILLE

• Les pommes, leurs pépins, et les subventions...

...pour détruire fruits et légumes

En réponse à l'embargo décrété par Moscou sur les produits alimentaires européens et américains, qui vise 10% des exportations agricoles de l'Union européenne, Bruxelles a débloqué 125 millions d'euros. Soutenue par les gouvernements européens, et français tout particulièrement, la Commission européenne dit vouloir aider les producteurs de pommes, pêches, raisins, kiwis, fruits rouges, carottes, tomates, concombres, etc., confrontés à une perte de débouchés, et éviter que « les prix ne chutent à un niveau de crise ».

Derrière ces déclarations hypocrites se dissimule mal une réalité écoeurante : celle de la subvention de certains secteurs de la bourgeoisie au travers de subventions à la réduction de la production alimentaire. Les mesures adoptées prévoient que 10 % environ de ces fruits et légumes seront détruits ou détournés vers l'alimentation animale. Comment en arrive-t-on

à pareille aberration ?

Certains fruits et légumes ne pouvant désormais plus se vendre en Russie, ils devraient se retrouver en plus grand nombre sur les étals européens. L'offre augmentant, leurs prix devraient baisser : les tenants du capitalisme nous ont assez dit que c'était là un des bienfaits de leur économie de marché.

Mais cela ne fait pas l'affaire

des représentants des lobbys de la grande distribution, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire. Et nos dirigeants, qui n'ont rien à leur refuser, au lieu de laisser jouer le marché, ont donc décidé de débloquer des fonds... pour jeter ou réduire des productions qu'ils qualifient d'excédentaires.

Excédentaires, elles le sont par rapport au bénéfice qu'en attendent les capitalistes qui gravitent autour d'elles. Mais elles ne le sont pas pour les consommateurs, et d'abord ceux des classes populaires qui, vu les prix pratiqués, doivent restreindre leurs achats de fruits et légumes.

Quant aux horticulteurs et aux maraîchers, objets affichés des attentions des politiques dans l'affaire, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Un représentant de la Confédération paysanne a déclaré qu'en fait « seuls ceux qui passent par de grosses structures de distribution risquent » de voir la couleur des subventions annoncées. Et il y a quelques jours, en France

et en Espagne, de petits producteurs de pêches disaient que le prix de rachat d'une partie de leur production ne couvrait pas leurs frais. Mais l'opération permettait de maintenir les prix à un niveau élevé... dans le commerce.

La Commission européenne a annoncé qu'elle pourra prendre des mesures de plus grande ampleur encore pour « soutenir d'autres secteurs » (viande, produits laitiers) concernés par l'embargo, en rachetant à prix subventionné une partie de leur production.

C'est fou ! C'est révélateur aussi de ce qu'est la société capitaliste, qui considère l'abondance comme une catastrophe : un système aberrant, inefficace, socialement injuste. C'est un système incapable de garantir aux petits producteurs des conditions qui leur permettent de vivre de leur travail, et incapable d'assurer à tous les consommateurs de quoi satisfaire leurs besoins élémentaires.

Pierre LAFFITTE

• Prix des fruits et légumes

Manger équilibré... pas donné !

Une étude de l'association Familles rurales a entraîné une petite campagne médiatique sur la « nette baisse des fruits et légumes ». Mais la campagne ne disait pas que ces baisses arrivaient après deux années de hausses, notamment l'année dernière.

Ainsi, selon cette même étude, si les fruits ont baissé de 12 % en moyenne cette année, ils avaient augmenté de 14 % l'an dernier. Quant aux légumes, la baisse de 3 % est encore plus loin de

compenser la hausse de 17 % il y a un an.

Les fruits et légumes, dont on nous dit qu'il faudrait en manger cinq par jour pour avoir un régime équilibré, sont chers. Et si, malgré cela, certains cultivateurs n'arrivent pas à joindre les deux bouts, c'est que des intermédiaires, les grandes surfaces et les groupes de l'agro-alimentaire, s'enrichissent sur le dos à la fois des producteurs et des consommateurs.

P. R.



• Éleveurs de bovins contre supermarchés

La grande distribution se fait du gras sur la viande

Depuis la fin du mois d'avril, des éleveurs de bovins ont fait quelques actions spectaculaires contre des supermarchés. La dernière en date, le 26 août, contre un centre Leclerc en région parisienne, puis contre le siège social de cette enseigne.

Les éleveurs, sous la direction de la FNB, la Fédération nationale bovine, reprochent à la grande distribution d'acheter les carcasses de moins en moins cher au fil des années, alors que le prix de la viande augmente dans les rayons.

Le président de la FNB a déclaré qu'en un an le prix de vente des carcasses a diminué de 15 %, alors que la viande

a augmenté de 2 % pour les consommateurs. Selon les chiffres des éleveurs, « le prix de la viande payé aux éleveurs est resté étale depuis vingt ans, alors qu'il a augmenté de 60 % pour le consommateur sur la même période ».

« Leclerc, qui se dit champion des petits prix, se goinfre sur notre dos », a-t-il déclaré.

Les dirigeants des supermarchés contestent ces accusations, cependant qu'un éleveur remarquait qu'on n'avait jamais vu un hypermarché faire faillite, contrairement à ce qui arrive à bien des exploitations agricoles.

A.V.

• Effondrement du Rana Plaza au Bangladesh

Les actionnaires d'Auchan croient s'acheter une bonne conscience à petit prix

L'immeuble de confection de la banlieue de Dacca s'était effondré le 24 avril 2013 suite à la négligence criminelle de son propriétaire, causant la mort de 1 135 ouvriers et en blessant plus de 2 000 autres. Le groupe Auchan, comme de nombreuses autres multinationales, a toujours nié tout lien avec la catastrophe et les conditions de travail révoltantes qu'elle a révélées. Sa promesse récente de verser 1,13 million d'euros aux victimes sonne pourtant comme un aveu partiel,

quelques semaines après que trois associations ont porté plainte contre lui.

Les protestations d'innocence du groupe ne trompent personne. Des vêtements à sa marque ont été retrouvés dans les décombres de l'immeuble. Les grands groupes donnent les ordres et imposent les prix à leurs sous-traitants. Ils sont évidemment responsables des conséquences sur les conditions de vie et de travail des ouvriers.

La faiblesse de la somme

promise par la firme de la riche famille Mulliez — l'équivalent de 360 euros par mort ou blessé — est une insulte aux ouvriers et à leurs familles : alors que le fonds d'indemnisation des victimes ne dispose pour l'instant que de la moitié de la somme de 30 millions d'euros dont il aurait besoin, la multinationale a dégagé près de 900 millions d'euros de bénéfices en 2013. Des profits qui ont la couleur du sang des exploités.

Nicolas CARL

Les dividendes augmentent grâce à l'argent public

Un fonds d'investissement britannique a publié le 18 août les résultats d'une étude sur les dividendes versés aux actionnaires par 1 200 entreprises mondiales. Pour le deuxième trimestre 2014, ces dividendes sont en hausse de 12 % et représentent 427 milliards de dollars. La France est le champion européen, avec 40,7 milliards de dollars et une hausse de 30,3 % pour les 44 entreprises recensées dans l'étude. Axa par exemple a versé 2,7 milliards à ses actionnaires et le Crédit agricole 1,2 milliard.

Ces entreprises empochent pourtant une part non négligeable des nouvelles subventions dans le cadre du crédit impôt compétitivité emploi ou du pacte de responsabilité. Elles sont censées, en échange, investir ou créer des emplois. Mais là aussi les statistiques de ces derniers mois sont éloquentes. Les investissements restent au plus bas depuis qu'ils se sont effondrés en 2008 et le chômage ne cesse d'augmenter.

Une partie importante de ces aides se retrouve tout simplement dans la poche des actionnaires et n'améliore nullement le sort des travailleurs. À l'inverse, elles sont financées par des impôts supplémentaires sur les plus pauvres, notamment la hausse de la TVA en début d'année. Dans les mythes du Moyen Âge, Robin des Bois prenait aux riches pour donner aux pauvres. Le gouvernement parvient à faire exactement l'inverse.

Jean POLLUS

• Alteo – Gardanne (Bouches-du-Rhône)

Permis de polluer

Depuis plus d'un siècle, l'usine Alteo, anciennement Pechiney, produit de l'aluminium à Gardanne. La poussière rouge est partout. Et depuis les années 1960, l'usine a réglé son problème de stockage des déchets de manière simple: tout part au fond de la Méditerranée.

Ce sont ainsi rien moins que 20 millions de tonnes de sédiments qui ont été déposées au fond de la mer au fil des années. Et en mai dernier, Alteo a demandé le droit de continuer pendant trente ans de plus. Elle semble d'ailleurs bien partie pour l'obtenir, après l'avis favorable rendu par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal).

Mais un accord de protection de la Méditerranée, signé par la France, va forcer l'usine à



Dépôt de boues rouges à Gardanne.

s'équiper de filtres pour limiter la pollution des fonds marins. Qu'à cela ne tienne, l'État, via l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, lui en paiera la moitié, soit tout de même 15 millions d'euros. Et Alteo espère même faire du profit sur ses déchets, en les revendant

une fois filtrés et compressés!

Ainsi, non seulement l'entreprise ne paiera pas pour des décennies de pollution et de bénéfices, mais cela pourrait même lui rapporter!

Alteo a tout de même trouvé un défenseur qui pourrait surprendre, en la personne du

député écologiste de la circonscription, qui salue, d'après *le Monde*, «le changement d'attitude remarquable» de l'entreprise. Comme quoi, dès qu'il est question des profits des capitalistes, les élus sont aux petits soins.

Lucas FARA

• Clermont-Ferrand

Michelin et les bonnes affaires de la guerre de 1914-1918

Une exposition temporaire du musée Michelin, à Clermont-Ferrand, présente le zèle des dirigeants de l'entreprise durant la Première Guerre mondiale. Les patrons de l'époque apparaissent comme des patriotes philanthropes et désintéressés, mais qui gardent le sens des affaires en tirant parti des commandes de guerre pour accumuler des profits colossaux.

Les deux frères Édouard et Marcel, qui dirigeaient d'une main de fer l'entreprise, savaient y faire pour se poser en bons samaritains. Ils incitaient les travailleurs partis au front à écrire à la direction, qui retransmettait ces lettres aux familles, histoire de montrer que

les patrons sont soucieux de la santé et de la vie de chacun, même en dehors de l'usine. Les deux frères avaient également ouvert une souscription auprès du personnel resté à l'usine pour les «camarades mobilisés» et autres œuvres.

Madame Thérèse Michelin, l'épouse d'Édouard, complétait le tableau en animant des bonnes œuvres. Elle visitait les blessés soignés dans l'hôpital qui se trouvait à l'intérieur de l'usine. Elle allait au domicile des veuves de guerre pour les consoler, elle organisait des réunions dans les milieux bourgeois de la ville pour convaincre les jeunes filles de la bonne société de tricoter des vêtements pour les soldats.

Dès août 1914, alors que l'entreprise était installée dans une seule usine, celle

des Carmes, où travaillaient 5 000 salariés, 2 000 ouvriers ont été mobilisés pour aller au front. 1 500 partiront encore les années suivantes. Près de 600 d'entre eux ne reviendront pas vivants. Ils furent remplacés par des femmes.

Dès septembre 1914, la production de pneumatiques a été étoffée par d'autres productions tout aussi rentables, voire plus, comme des obus et une diversité incroyable d'autres produits commandés par l'armée: chaussures, tentes, sacs de couchage, vêtements imperméables, sacs-musettes et même des fers à chevaux!

Michelin a aussi équipé les camions militaires avec des roues en acier, qui résistaient aux balles et au mauvais état des routes. En mars 1917, 40 000 roues sont livrées,

et compris aux armées alliées.

En plus de toutes ces activités, Michelin fabriquait aussi des avions, les Bréguet IV et XIV. Avec un sens aigu de la publicité, dès juillet 1915, Michelin offrit gratuitement aux militaires les cent premiers avions. Par la suite, il en vendra 2 000 en proclamant, par la plume d'un historien stipendié, que ce «n'était pas une opération commerciale, mais patriotique».

Et ainsi, grâce à cette première grande boucherie mondiale, la manufacture Michelin a pu prospérer considérablement. Dès les années 1920, elle était l'une des plus grandes entreprises du pays, avec plus de 15 000 salariés.

Correspondant LO

• Courrier des lecteurs

Hôpital des Quinze-Vingts à Paris: urgences saturées

Suite à un problème de vue, j'ai été amené à me rendre cet été au service des urgences de l'hôpital des Quinze-Vingts à Paris.

Je suis arrivé à 16 heures. La salle d'attente était bondée, il y avait environ 50 personnes, et un panneau annonçait six heures d'attente. Je me suis inscrit et j'ai demandé si je pouvais m'absenter ne serait-ce que

pour aller chercher un en-cas. On m'a répondu qu'il ne fallait pas quitter la salle d'attente car, si un médecin jugeait mon cas plus urgent que les autres, je pourrais être appelé à n'importe quel moment.

Vers 21 heures, une infirmière nous a annoncé que les deux médecins qui restaient étaient appelés en salle d'opération et que, de ce fait, il n'y

avait plus de médecin pour les urgences pendant environ deux heures et que l'attente n'était plus de six heures mais de sept. De nombreuses personnes, dont une femme âgée de 86 ans, sont parties sans soins, inquiètes de ne plus pouvoir rentrer chez elles à cause des transports. S'il y avait eu un cas très urgent à traiter, il n'y avait plus de médecin pour le faire. À

23 heures, deux médecins sont finalement arrivés. J'ai eu juste le temps d'attraper le dernier train pour rentrer chez moi.

Le sentiment général était à la colère, la plupart des gens étaient conscients que cette situation est due au désengagement politique et financier du gouvernement dans la santé.

R.D. (Paris)

• Plastic Omnium Le plastique c'est fantastique... pour les actionnaires

Le groupe français Plastic Omnium annonce, pour le premier semestre 2014 un chiffre d'affaires de 2,7 milliards d'euros, en croissance de 7,3% par rapport à l'an passé, et des bénéfiques records qui s'élèveraient déjà à 108 millions d'euros. Des profits dont les ouvriers sont loin d'avoir profité ces dernières années.

Plastic Omnium est une multinationale propriétaire de 110 usines, dont 19 en France, employant 22 000 salariés. Il a pour principaux clients General Motors, Volkswagen, PSA, BMW ou Renault. Les activités principales sont la fabrication de pièces en plastique pour l'automobile mais aussi des conteneurs de déchets, des matériaux pour aires de jeux ou de sport, des barrières de péages ou de parkings.

En 2013, l'action de Plastic Omnium avait presque triplé. Mais cela n'avait pas empêché le blocage des salaires et des licenciements, dont 90 à Saint-Désirat, en Ardèche. En janvier 2013, le patron avait en outre imposé aux 1 100 salariés des trois sites ardéchois un accord honteux dans lequel, en échange de la «sauvegarde» de 400 emplois, il leur imposait la suppression de trois jours de RTT, le gel des salaires, l'arrêt jusqu'en 2015 du versement d'une participation et le renvoi de 200 intérimaires.

Ce groupe a bénéficié des largesses de l'État et des collectivités locales, par le biais de subventions, prêts à taux zéro et autres baisses de charges au nom de la prétendue défense de l'emploi. Mais, alors que les bénéfiques coulent à flot depuis 2009, ce mois-ci, sa filiale Inergy compte supprimer 120 emplois sur son site de Laval, en transférant son activité sur son site de Compiègne.

Plus la direction de Plastic Omnium licencie, et plus les actionnaires se frottent les mains.

Corentin ANIATH

• SNCF Toulouse

Mobilisation contre les sanctions

La direction régionale de la SNCF a engagé à Toulouse une procédure disciplinaire contre 19 cheminots de différents secteurs à la suite de la grève de juin dernier.

Les courriers de convocation à des entretiens individuels demandaient aux grévistes de s'expliquer face à des accusations de « mise en danger d'autrui », « entrave à la circulation », « détérioration de matériel ». Ces entretiens seraient le début d'une procédure pouvant aller jusqu'à des mises à pied, et même déboucher sur des poursuites pénales, selon la direction.

Lors des premiers entretiens, les cadres étaient bien embarrassés pour trouver des

faits précis qui étayaient leurs accusations. Trois cheminots n'étaient pas à Toulouse lors des faits qui leur sont reprochés, et il est manifeste que le seul reproche qui tienne est que ces cheminots ont participé à des rassemblements durant la grève.

Loin de faire taire les cheminots, chaque convocation d'agent depuis la mi-août provoque des débrayages de plusieurs dizaines de cheminots. Même ceux qui n'ont pas fait grève en juin débrayent, par

écœurement devant l'attitude revancharde de la direction.

Dès le 13 août, un rassemblement d'une centaine de conducteurs, organisé pour protester contre les conditions de travail, a exigé l'annulation des procédures disciplinaires.

La direction de la SNCF cherche manifestement à intimider les cheminots. En effet, si la réforme ferroviaire a été votée par le Parlement en juin, il reste à la faire entrer dans les faits, et la direction sait bien qu'elle aura face à elle des cheminots qui ne sont pas prêts à se laisser imposer les reculs contenus dans la réforme.

Correspondant LO

• Terminal méthanier de Dunkerque

La CGT impose un local syndical

La construction du terminal méthanier de Dunkerque, commencée en août 2011, emploie actuellement 1 700 travailleurs, dont les deux tiers sont des travailleurs étrangers détachés venant notamment d'Italie, du Portugal, de Roumanie, de Grèce, d'Espagne... Ils sont employés par des entreprises sous-traitantes du maître d'œuvre LNG, dont les actionnaires sont EDF (65%), Fluxys (25%) et Total (10%).

Bien des travailleurs du chantier arrivent et repartent en bus dans leur cité-dortoir isolée et close. Ils n'ont pas toujours

d'équipements de protection individuels. Et pas non plus de vestiaires et de douches sur le site. Quant aux conditions de travail et de salaire, elles sont à l'avenant. Et la direction du chantier a tenté de s'opposer au moindre contact entre les travailleurs et les militants syndicaux, jusqu'à les consigner dans leur cité-dortoir lors d'une diffusion de tracts.

Face à cette situation, l'union locale CGT de Dunkerque a mené, à partir de l'automne 2013, une série de distributions de tracts rédigés en huit langues. L'accueil

des travailleurs était souvent favorable.

Le 22 mai dernier, les organisations de la CGT organisaient un grand barbecue à la porte du site. La direction de LNG, qui s'y refusait depuis le début du chantier, a finalement accordé aux organisations syndicales un local situé juste en face de la cantine. Il pourrait ouvrir en septembre et aider les travailleurs à imposer l'égalité de traitement entre les salariés, quelle que soit leur origine et leur statut. Un succès dû à la mobilisation militante.

Correspondant LO

• Wesper – Pons (Charente-Maritime)

Les patrons siphonnent les entreprises

En redressement judiciaire depuis avril 2014, l'usine Wesper de Pons, qui produit des équipements frigorifiques et de climatisation, vient d'être cédée à un groupe espagnol. Et naturellement, en guise de bienvenue, les nouveaux patrons ont décidé 81 licenciements sur les

168 ouvriers que compte l'entreprise, qui s'ajoutent à ceux qui ont déjà eu lieu ces dernières années. Wesper est le deuxième employeur de Pons et, pour cette ville de 4 600 habitants, c'est une catastrophe.

Les anciens patrons, eux, ne sont pas partis sans rien. Un

délégué CGT témoigne dans le journal *Sud-Ouest*: « Ils se sont comportés en patrons voyous. Ils se sont servi jusqu'à ce qu'il n'y ait plus rien. »

Face à une telle rapacité, n'est-ce pas l'interdiction des licenciements qu'il faut imposer?

Correspondant LO

• Patrons français

Requins parmi les requins

Chaque fois qu'une entreprise française est rachetée par un groupe étranger, c'est l'occasion d'un concert de plaintes chez les hommes politiques, de la gauche à l'extrême droite. Lorsque Alstom a été repris par General Electric, par exemple, tous ont entonné le couplet du patriotisme économique: « On ne peut pas se laisser dépecer comme cela. »

Ces jérémiades hypocrites ne donnent lieu bien entendu à aucune mesure susceptible de protéger les salariés des éventuelles conséquences de ces rachats, mais servent au contraire de prétexte à de nouveaux cadeaux aux patrons.

Dans cette période de crise, les capitalistes du monde entier consacrent des sommes énormes à se racheter les uns les autres. Faute de perspectives de croissance, ils se partagent et repartagent ainsi les sources de profit existantes. Depuis 2009, les groupes étrangers auraient racheté pour environ 100 milliards d'entreprises françaises. Sauf qu'à ce jeu les patrons français ne sont pas en reste! Dans le même temps, ils auraient consacré 180 milliards à de telles acquisitions à l'étranger.

Sanofi a, par exemple,

trouvé 20 milliards pour racheter un laboratoire américain. Schneider, Vinci, Lactalis, LVMH, Total... la liste est longue des groupes qui ont ainsi fait quelques emplettes qui se chiffrent en milliards. Le groupe Publicis aurait quant à lui raflé 80 sociétés de par le monde!

Les bonimenteurs qui font mine de s'inquiéter des achats étrangers en France applaudissent lorsqu'une entreprise française croque un concurrent étranger. Ils vantent les mérites de ces patrons « conquérants », pour invariablement conclure qu'ils méritent d'être aidés dans cette bataille. Peu leur importe qu'en parallèle les mêmes groupes enchaînent les plans de suppressions d'emplois, en France et ailleurs.

Les patrons français ne sont pas les victimes de la concurrence effrénée qui se livre à l'échelle du monde, ils en sont des acteurs. Et lorsqu'on nous peint cette situation, que ce soit avec des accents dramatiques ou des élans d'enthousiasme cocardier, c'est toujours pour essayer de nous convaincre que la bonne santé des profits exige, de la part des travailleurs, de nouveaux sacrifices.

Jean LEPETIT



• ArcelorMittal

Des profits au détriment de l'emploi

Le trust de l'acier ArcelorMittal a publié ses comptes trimestriels. Le bénéfice trimestriel annoncé, avant impôts, amortissements, intérêts, est de 1,8 milliard de dollars (1,31 milliard d'euros). Et pour l'ensemble de l'année son PDG escompte 7 milliards de dollars.

Bien sûr, il se plaint de la baisse du prix du minerai de fer, dont il est aussi producteur, qui est passé de 120 à 105 dollars la tonne. Mais, d'après un analyste financier, la tonne de minerai de fer livrée sur le bateau reviendrait pour les grands groupes miniers à moins de 40 dollars.

Les surprofits de Mittal, en ce qui concerne la production et vente de minerai, seraient tout juste un peu écornés. Par contre Mittal producteur d'acier augmenterait ses bénéfices grâce au minerai moins cher... Alors, l'un dans l'autre, Mittal pleure la bouche pleine.

Cela n'empêche pas qu'à l'avenir ArcelorMittal compte poursuivre sa stratégie de réduction des coûts, c'est-à-dire la réduction des emplois et surtout des emplois en CDI. Aujourd'hui, les emplois précaires représentent déjà 20 % du total des emplois.

Mais c'est justement sur ces bénéfices d'ArcelorMittal, affichés ou cachés, ses réserves financières de plus de 14 milliards de dollars, la fortune de ses dirigeants et grands actionnaires, qu'il faudra prendre pour embaucher et augmenter les salaires.

Correspondant LO

• États-Unis

Obsèques de Michael Brown

Des milliers de personnes réclament justice

Lundi 25 août, c'est une foule très nombreuse qui a assisté à Saint-Louis aux obsèques de Michael Brown, ce jeune Noir abattu par un policier blanc à Ferguson, le 9 août dernier. De nombreuses personnalités avaient fait le déplacement et Obama avait envoyé trois de ses représentants.

C'est que, depuis le 9 août, la population de Ferguson ne cesse de réclamer justice. Cette petite ville du Mississippi, en majorité noire mais dont le maire est blanc, dont le conseil municipal et la police sont en grande majorité blancs, a d'abord connu plus d'une semaine de violents affrontements entre la population, réclamant l'inculpation du policier assassin, et les forces de répression locales, puis celles de l'État, dont l'équipement militaire, véhicules blindés et matériel antiémeute, a attisé encore la colère des manifestants. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés, ainsi que des journalistes déclarés indésirables. L'espace aérien de la ville a même été fermé un temps, pour empêcher le survol des manifestations par les hélicoptères de la presse.

Lundi 18 août, le gouverneur du Missouri a fait appel à la Garde nationale, dont le rôle a cependant été circonscrit à la défense du commissariat de police de la ville. Puis le ministre de la Justice a été dépêché sur place par Obama pour superviser l'enquête du FBI et le président s'est engagé à suivre lui-même de près l'évolution de

la situation. Les manifestations ont tout de même continué toute la semaine, et cette fois les autorités ont laissé faire sans aggraver les manifestants.

Il faut dire que les autorités, à tous les niveaux, étaient inquiètes de la montée des tensions. L'extrême droite, le Klu-klu-klan en grande tenue en tête, se mobilisait autour du policier meurtrier, justifiant son acte. Peu nombreux dans leurs manifestations de rue, les racistes furent nombreux à participer à des collectes organisées sur Internet au profit du policier, pour l'aider à se faire

oublier dans une autre ville et payer ses frais d'avocat s'il est inculpé.

Mais surtout, ailleurs aux États-Unis, la population, encouragée par l'exemple de Ferguson, a commencé à exprimer son indignation et sa révolte de voir des jeunes Noirs abattus comme des chiens par des policiers blancs, en toute impunité. Et, dans les manifestations qui ont eu lieu, le nom de Michael Brown était associé à celui de plusieurs Noirs de la ville, abattus eux aussi par la police ces dernières années. Car c'est bien par centaines que ces meurtres ont lieu à l'échelle du pays!

Ainsi, le samedi 23 août, des milliers de personnes ont manifesté à New York, elles aussi pour réclamer justice pour un Noir assassiné le 17 juillet

dernier : Eric Gardner, un Noir de 43 ans, sans arme, accusé de vendre des cigarettes non taxées, a été étranglé et étouffé par des policiers à Staten Island. Les manifestants criaient « *Je ne peux pas respirer* » et « *Mains en l'air, ne tirez pas* », comme à Ferguson. L'assassinat de trois autres Noirs new-yorkais, abattus par la police ces dernières années, a été évoqué, les manifestants exigeant que soit mis fin au comportement raciste de la police, qui harcèle en permanence les jeunes Noirs, quand elle ne les tue pas..

À Washington, c'est tous les jours depuis dix jours que des manifestations ont lieu dans la ville, devant la Maison-Blanche, sur les campus, pour réclamer l'inculpation du policier qui a abattu Michael

Brown, la démilitarisation de la police et le port de caméras sur les uniformes des policiers. Et samedi 23 une manifestation de plusieurs centaines de personnes, les bras en l'air, a parcouru la ville. Obama a annoncé qu'il allait réexaminer le programme destiné à fournir à la police du matériel militaire.

Ce n'est que le mois prochain qu'un grand jury décidera, suite aux différentes enquêtes qui sont menées, d'inculper ou pas le policier qui a tué Michael Brown et qui est toujours en liberté. D'ici là, selon le *New York Times*, les autorités semblent chercher à faire quelques gestes d'apaisement envers la population noire de Ferguson, devenue un dangereux exemple de révolte.

Dominique CHABLIS

La police, une arme de terreur contre la population pauvre

Des moyens militaires de plus en plus considérables ont été mis à la disposition des forces de répression partout sur le territoire des États-Unis, même dans les villes les plus modestes. Cela illustre la peur des responsables politiques face à la colère de la population noire, de la population pauvre en général.

Durant l'année 2011-2012, plus de 400 engins

blindés résistant à une mine ou à une roquette ont été livrés aux différentes polices d'États ou de comtés, plus de 500 avions ou hélicoptères, plus de 90 000 fusils de guerre, sans compter toute une masse de munitions ou de matériels divers (lunettes de vision nocturne, camouflage, silencieux, etc.). Il s'agit de matériel racheté à l'armée, pour un budget de 500 millions de dollars cette

année-là, plus de 4,3 milliards depuis 1990, fourni par le ministère de la Défense.

La militarisation de la police se traduit par l'utilisation de plus en plus courante des SWAT. À la base, ces unités spéciales, surarmées, agissant comme des commandos, ont été créées sous le prétexte de la lutte antiterroriste. Mais huit opérations sur dix de ces

unités sont maintenant des perquisitions chez des particuliers, produisant un effet de terreur dans tout le quartier. Aujourd'hui, 80 % des villes de plus de 25 000 habitants en possèdent une.

La violence de ces unités ou de la police en général contre la population, à commencer par la population noire, est courante et impunie.

Antoine FERRER

• Août 1944, la « libération » de Paris

Entre mythe et réalité

Ces derniers jours, les récits de la « libération » de Paris ont littéralement envahi les différents médias : la quasi-totalité des chaînes de télévision ou de radio ont leurs émissions spéciales et leurs films d'archives, pas un journal sans son dossier sur le sujet... *L'Humanité* est allé jusqu'à réimprimer la une du 26 août 1944, jour de l'arrivée de de Gaulle à Paris.

Tous ont présenté cet événement comme un formidable soulèvement de la population parisienne contre l'occupant allemand et ont glorifié « l'unité nationale ». Ils reprenaient ainsi à leur compte la mise en scène et la légende élaborée par de Gaulle et le Parti communiste français.

En réalité, à partir du 19 août 1944, alors que les forces de police s'étaient retranchées à la préfecture, ce furent pour l'essentiel de

petits groupes de résistants, de l'ordre de quelques milliers au maximum, qui occupèrent les mairies d'arrondissement, se mirent à tirer sur des patrouilles allemandes, à attaquer des soldats isolés ou des voitures légères allemandes pour récupérer des armes, puis érigèrent des barricades.

En menant de telles opérations, ils firent preuve d'un certain courage, voire de témérité. Plusieurs centaines y perdirent la vie. Mais ces

opérations restaient dérisoires face à la puissance dont disposait l'armée allemande, et elles n'eurent jamais le caractère de soulèvement en masse du peuple parisien complaisamment décrit par les médias.

Avec cette dramatique mise en scène, il s'agissait pour le PC d'enrôler les travailleurs derrière leur bourgeoisie. En criant « *À chacun son Boche* », il les détournait de leurs vrais ennemis, leurs exploités bien français. En appelant les insurgés à « *ouvrir le chemin à la glorieuse division Leclerc* », il proposait à la population de se placer sous l'autorité de de Gaulle.

Il fallait aussi remettre la

population laborieuse au travail. Le PC disait ainsi aux travailleurs : « *Lorsque votre localité ou votre région sera libérée, reprenez le travail en suivant les instructions qui vous seront données par les autorités françaises nommées par le Gouvernement provisoire.* » Dès la fin août 1944, il mettait en place des « comités patriotiques » dans certaines grandes usines, qui étaient là pour maintenir l'ordre au sein de l'usine, inciter les ouvriers à augmenter les cadences et à accepter les heures supplémentaires, à ne pas revendiquer d'augmentations de salaires dignes de ce nom, alors que c'était la misère et qu'on ne mangeait pas à sa faim.

De Gaulle avait choisi de s'appuyer sur le PC pour assurer la continuité de l'appareil d'État et ne pas laisser de vide face à une possible révolte de la population. Il s'agissait pour lui de reconstruire l'économie sans recourir au financement américain, de permettre à la bourgeoisie française de reconstituer ses profits, de reprendre le contrôle de ses colonies, et d'être en meilleure position face à ses concurrents impérialistes. Grâce à ses alliés communistes, il parvint à ce résultat par la surexploitation de la classe ouvrière et une répression féroce dans tout son empire colonial.

Valérie FONTAINE